

# Une manif pour les vacataires

*La CGTR Educ'action et le Saiper ont perturbé hier le déroulement du conseil de l'Education nationale, qui devait se tenir à la Région et qui a finalement été annulé. Une action destinée à protester contre la non-reconduction de 40 vacataires permanents par le rectorat.*

Brigitte, vacataire « permanente » au rectorat depuis dix ans, touche 800 euros par mois pour 120 heures de travail. Mais

elle sera bientôt au chômage. Sa vacation, jusque-là renouvelée deux fois par an, ne sera pas reconduite au-delà du 31 dé-

cembre. C'est pour elle et 39 de ses collègues, presque toutes des femmes, que la CGTR, le Saiper et l'Union des femmes réunionnaises (UFR) organisaient une manifestation hier devant la Région.

Cette action a débouché sur l'annulation du conseil de l'Education nationale qui devait se tenir à la Pyramide inversée.

## « SDF du droit du travail »

« Ces vacataires sont traitées comme des Kleenex par le rectorat. Après des années de travail, vingt ans pour certaines, on les jette. Ils n'ont droit ni aux congés payés, ni à la retraite, ni aux allocations chômage. Ce sont les SDF du droit du travail », s'in-

surge Patrick Corré (CGTR Educ'action), qui demande « l'abandon immédiat des licenciements » et la réaffectation sans délai des vacataires à des postes d'agents non titulaires.

Après une heure de blocage de la Région, une délégation a été reçue par le vice-président Serge Camatchy et le conseiller régional Louis-Bertrand Grondin, qui s'est dit « touché » par le sort fait à ces vacataires. Les deux élus ont fait valoir que Didier Robert avait écrit le matin même au ministre de l'Education, Luc Chatel, pour lui demander d'« envisager une requalification des contrats des vacataires en contractuels de droit public ».

E.M.



*La manif de la CGTR et du Saiper a conduit à la fermeture des grilles de la Région puis à l'annulation du conseil de l'Education nationale. (Photo David Chane)*